

L'enjeu Méditerranéen

Par Sébastien Abis, administrateur au CIHEAM et analyste géopolitique sur l'agriculture, l'alimentation et l'espace méditerranéen

En quoi l'agriculture est-elle un enjeu majeur des relations internationales ?

L'augmentation des prix des denrées sur les marchés internationaux et locaux, le manque d'eau et de terre pour produire sur certains territoires où les dérèglements du climat s'accroissent, l'urbanisation des sociétés et les effets collatéraux que ce phénomène induit sur les comportements nutritionnels ou les besoins logistiques, l'élévation des niveaux de vie dans les pays émergents représentent autant de dynamiques qui contribuent à faire de l'agriculture une question essentielle en ce début de XXI^e siècle. La distribution de la production agricole ne suffit pas à satisfaire tous les besoins. Tensions alimentaires, écologiques et économiques s'imbriquent et composent une toile de fond géopolitique particulièrement crisogène. Dans certaines régions, les risques augmentent et se combinent. De nombreux pays en développement sont devenus des importateurs nets de produits agricoles et occupent ainsi une position renforcée sur le globe. A l'inverse, les Etats qui souffrent d'un déficit alimentaire structurel rencontrent des difficultés croissantes pour s'approvisionner. A cela s'ajoutera sans doute l'inquiétude chronique de ces pays devant une volatilité accrue du prix des denrées agricoles et une offre régulièrement détériorée sur le plan des volumes exportables, en raison du risque d'accidents climatiques ou de décisions politiques unilatérales (embargo par exemple), car le multilatéralisme, n'en déplaise à l'OMC, souffre en cette période internationale où des patriotismes alimentaires semblent s'affirmer. Pour toutes ces raisons, il convient de réexaminer les relations internationales à l'aune des enjeux les plus élémentaires. Tout comme d'autres matières premières, les produits alimentaires sont fondamentaux à l'équilibre des Nations et à la stabilité de la planète. Or, en relations internationales, les amitiés n'existent pas, seuls des intérêts dominent. Ce



© AlexQ - Fotolia.com

Dans les pays arabes méditerranéens l'agriculture joue encore un rôle socio-économique capital par l'emploi avec 20 % des actifs officiels.

constat, il ne faut pas hésiter à l'appliquer aux questions agricoles.

Pourquoi le Sud de la Méditerranée constitue l'épicentre de ces tensions agricoles mondiales ?

Les pays arabes méditerranéens s'engagent peu à peu sur le chemin de transitions institutionnelles, sociales et économiques. Celles-ci seront longues, complexes et contrastées. Quoiqu'il en soit, cette séquence géopolitique inédite présente à la fois des risques et des opportunités. Ce paradigme vaut en particulier dans le champ de l'agriculture et de l'alimentation. Dans ces pays, la géographie de la région dicte sa loi, puisque l'eau et la terre se raréfient dangereusement. Mal réparties, ces ressources sont pourtant indispensables à l'activité agricole. Près de 80 % des dotations hydriques sont encore dédiées à l'irrigation et plus de 90 % des sols arables sont exploités. La croissance démogra-

phique, bien qu'elle décélère, complexifie davantage encore l'équation alimentaire. Ces pays sont passés de 110 millions d'habitants en 1980 à 210 millions en 2010, soit un doublement de la population en l'espace de trois décennies. En outre, l'agriculture joue encore un rôle socio-économique capital par l'emploi avec 20 % des actifs officiels, par sa contribution à la formation du produit intérieur brut mais aussi par sa participation au panier des exportations. Pour le Maroc, un cinquième des exportations totales réalisées provient des productions agricoles. Certains observateurs y ont vu par le passé un handicap pour le développement. D'autres considèrent désormais que le développement de l'agriculture participe à la puissance d'un pays, à sa stabilité politique et à sa santé économique. Il est vrai que la crise alimentaire mondiale de 2008 est passée par là et que plusieurs Etats ont décidé de réinvestir un secteur qui aura été déconsidéré à tort pendant des années. Pour en revenir à l'exemple du Maroc, il est ainsi intéressant

de noter la volonté exprimée depuis 2008 de développer l'agriculture et les territoires ruraux à travers le « plan Vert ».

Justement, peut-on évoquer l'état dans lequel se trouvent ces zones rurales au Sud de la Méditerranée ?

Malgré l'exode vers les villes, il est important de souligner que les zones rurales n'ont jamais été autant peuplées dans ces pays. La population rurale cumulée atteint environ 90 millions d'individus en 2010, elle n'était que de 60 millions en 1980. Si l'agriculture y occupe encore trois-quarts des actifs ruraux, indiquant l'absence de diversification économique, il s'agit essentiellement d'exploitations familiales. Très peu organisées, faute de gouvernance locale, ces agricultures rurales, où le rôle des femmes mérite d'être souligné, n'ont pas toujours accès aux marchés solvables des villes du pays ou de l'étranger. La logistique et la construction de filières font souvent défaut. Les gaspillages restent fréquents, en eau ou après récoltes des productions. Ces populations rurales sont également confrontées à la diminution de la taille moyenne des exploitations et à la perte de vocations professionnelles puisque très peu de jeunes désirent se tourner vers les métiers agricoles. Là encore, un grand travail de sensibilisation mériterait d'être fait, car le défi de l'emploi dans ces pays ne saurait être relevé sans valoriser la filière agricole et agro-alimentaire. Enfin, dans l'analyse des événements actuels dans les pays arabes méditerranéens, les frustrations émanant des mondes intérieurs doivent être attentivement examinées. Oubliées par les pouvoirs, délaissées par les investisseurs, les zones rurales se sont progressivement coupées de villes littorales ouvertes sur la globalisation et marchant vers la modernité. La pauvreté dans le Monde et en Méditerranée est d'abord localisée dans les campagnes. L'apparition de troubles publics surgit alors à plus forte raison que les frustrations territoriales de ces ruraux enclavés se combinent avec les colères sociales urbaines. C'est quand Sidi Bouzid et Tunis se sont reconnectés que la révolte en Tunisie a pris les traits d'une révolution. La planète n'est plus fracturée entre des « Nords » et des « Suds », mais bel et bien entre des mondes urbains globalisés

et des mondes ruraux enfermés spatialement et temporellement.

La vulnérabilité alimentaire de ces pays est-elle irréversible ?

La dépendance alimentaire est devenue structurelle depuis 1980. Si le Maroc et la Syrie sont parvenus à équilibrer certaines années leurs échanges agricoles, la dégradation a été significative pour l'Algérie et l'Égypte notamment. Les pays arabes méditerranéens ne sont pas les plus gros acheteurs de denrées agricoles de la planète. Néanmoins, l'agrégation des achats effectués par ces États indique que le total est passé de 9 milliards USD en 1980 à 13 milliards en 2000 avant d'atteindre 48 milliards USD. C'est une multiplication par 6 environ de la facture agricole quand la population de ces pays ne faisait « que » doubler au cours de ces trente années ! Rappelons aussi que les pays arabes méditerranéens, du Maroc à la Syrie, ne rassemblent que 2 % environ de la population mondiale, mais polarisent chaque année en moyenne 17 % des importations céréalières totales et 19 % dans le cas précis du blé depuis le début de ce siècle. Ce sont donc environ 45 Mt de céréales, dont 26 Mt de blé, qu'ils doivent se procurer à l'extérieur. C'est pourquoi j'évoque souvent l'« hyperdépendance » céréalière de ces pays, et celle-ci ne va s'atténuer.

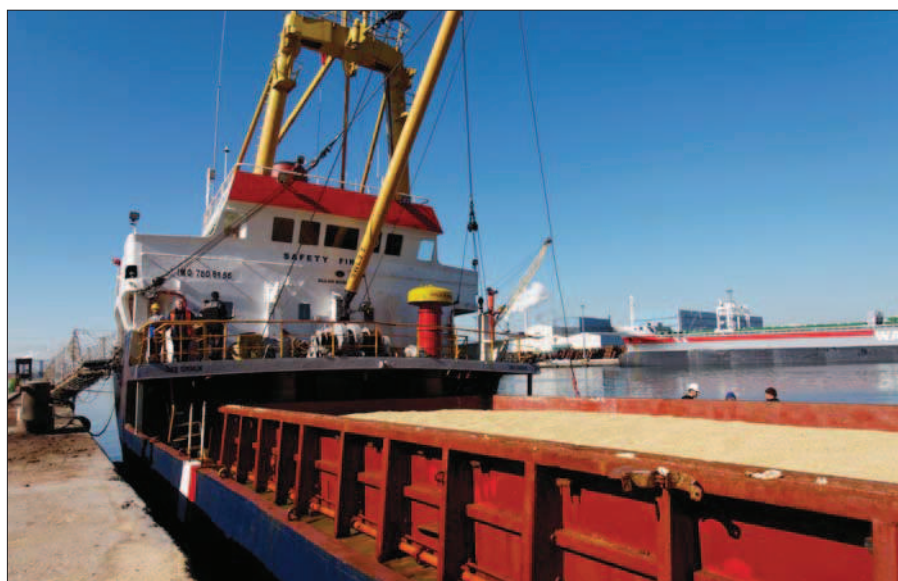
Comment ces questions s'inscrivent-elles dans le contexte géopolitique régional et peuvent-elles être des sujets de coopération avec l'Union européenne et ses États membres ?

Permettez-moi d'abord d'insister immédiatement sur un point. Les révoltes qui secouent plusieurs pays arabes depuis l'hiver 2010-2011 ne sont pas des émeutes de la faim. Elles traduisent un éventail de frustrations et de colères très large où s'entremêlent des sentiments d'exclusion sociale, économique et territoriale. Par-delà l'aspiration à davantage de libertés, c'est avant tout la conquête de dignité qui mobilise les populations. Néanmoins, l'insécurité alimentaire et la fragilité des zones rurales constituent de puissants catalyseurs à l'expression de ces revendications. Ce paramètre, il faut, ni le sous-évaluer ni l'oublier.

Questionner la pertinence de l'idée euro-méditerranéenne dans un tel contexte n'est pas chose aisée.

Depuis 2011, le Parlement européen plaide pour un développement renforcé du commerce avec les pays méditerranéens, notamment dans le domaine agricole, en veillant, sur la rive Nord et sur celle du Sud, aux effets collatéraux sur les sociétés et les systèmes écologiques. Cet appel du Parlement s'inscrit dans la démarche lancée au printemps 2011 par l'UE et qui vise à redéfinir à la fois le mode opératoire et les priorités thématiques d'action de la Politique européenne de voisinage. D'ailleurs, une nouvelle initiative propose d'accompagner le développement agricole et rural des pays arabes méditerranéens : le Programme ENPARD. L'objectif de ce Programme est d'aider ces États à être plus efficaces sur les marchés étrangers, à tirer pleinement parti des futures zones de libre-échange approfondi et global et à stimuler l'agriculture locale. L'initiative ENPARD va dans le bon sens. Mais cela n'est pas suffisant. Les Européens doivent se montrer davantage à l'écoute des besoins du Sud, tout en faisant évoluer les relations vers davantage de coresponsabilité (politiques et financières). Un recentrage de la coopération sur des priorités d'action fédératrice (bien ciblées et peu nombreuses) pourrait offrir un cadre simplifié et pragmatique où toutes les politiques euro-méditerranéennes seraient mutualisées à travers une seule et même ombrelle. Plutôt que de réfléchir à de nouvelles enceintes de coopération ou à d'énormes projets diplomatiques, il paraîtrait plus judicieux de favoriser les structures existantes qui animent les relations euro-méditerranéennes sur des bases sectorielles et dans un esprit réellement partenarial.

L'exemple du CIHEAM, organisation intergouvernementale qui regroupe 13 États de la Méditerranée, et qui a célébré en 2012 son 50ème anniversaire, est un bon exemple d'instruments de coopération multilatérale qui travaille sur des dossiers concrets : l'agriculture, l'alimentation et la gestion des ressources naturelles. Replacer ces thématiques à leur juste place dans l'échelle des priorités euro-méditerranéennes devient urgent. La réforme actuelle de la PAC offre sans doute l'occasion d'une réflexion globale sur la place de l'agriculture européenne dans un monde



© Paolo Pizzimenti/fotolia.com

Un hectare de blé tendre sur cinq cultivé en France est débarqué sur les rives méditerranéennes de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient.

multipolaire. L'ennui, c'est que ni cette ambition pour l'Europe ni cette orientation pour la PAC ne sont au rendez-vous des discussions en cours. Par-delà les contraintes financières qui s'accroissent, une partie du problème tient au fait que l'on ne parvient plus à se détacher du présent. Or comme le disait autrefois le président américain Roosevelt, « *la limite de nos réalisations de demain, ce sont nos doutes d'aujourd'hui* ». Si l'on se montre sceptique sur l'intérêt géopolitique de l'agriculture et de la sécurité alimentaire pour bâtir des relations partenariales et concrètes entre les pays européens et les pays méditerranéens, alors le temps joue contre le dialogue régional, le développement économique et la durabilité des ressources. « *S'associer pour ne pas s'affaiblir séparément* », tel était le message fort de l'étude prospective publiée par le CIHEAM pour l'édition 2008 de son rapport Méditerranée. Près de 5 ans plus tard, ce message n'a pas perdu en pertinence. Travailler ensemble pour réduire les risques, tel est le credo à répéter pour la Méditerranée.

La France a-t-elle vocation à jouer un rôle particulier dans ces défis alimentaires qui s'amplifient en Méditerranée ?

En septembre 2012, les ministres de l'agriculture des pays membres du CIHEAM se sont réunis à Malte pour discuter des moyens d'avancer collectivement en direction d'une meilleure sécurité alimentaire

dans la région. Le Ministre français, Stéphane Le Foll, s'est notamment exprimé en faveur d'une déclinaison méditerranéenne du dispositif AMIS, le système d'information sur les marchés agricoles et céréaliers. Ce projet peut être un pilier central de la coopération régionale dans la décennie en cours et la France doit y jouer un rôle important. En outre, il va de soi que

les messages en faveur d'une plus grande coopération euro-méditerranéenne et d'un reclassement stratégique de l'agriculture constituent des éléments de langage indispensables pour la France. Paris peut pousser l'Europe à reconsidérer l'agriculture comme un pilier de puissance dans les relations internationales, en mixant les intérêts commerciaux avec une approche de co-développement et de solidarité partagée. En matière céréalière, les pays arabes méditerranéens ont besoin d'approvisionnements réguliers, fiables et de qualité. En agrégeant les exportations hexagonales en direction du Sud et de l'Est de la Méditerranée, il apparaît qu'un hectare de blé tendre sur cinq cultivé en France, finit par être débarqué sur les rives de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Soit 20 % ! C'est considérable ! En-a-t-on conscience et en fait-on une analyse stratégique adéquate ? Exporter du blé en Méditerranée représente à la fois un devoir géopolitique et une opportunité économique. A l'heure où le gouvernement cherche à promouvoir une diplomatie économique intelligente, peut-être serait-il bien avisé de miser davantage sur les céréales que sur le Rafale. Vendre des grains est une activité commerciale tournée vers le bien être humain et la stabilité des Nations. N'est-ce pas là le message premier véhiculé par la France par rapport à son action internationale ? Cette politique du Verbe peut trouver un écho concret dans le secteur agricole qui participe à l'influence de la France dans le monde. Si l'objectif de « produire mieux » n'est pas contestable, l'Europe, et la France en particulier, doivent également « produire plus » et savoir « pour qui produire ». A l'heure où la France doit s'interroger sur ses atouts dans le monde, sous-estimer l'agriculture et sa force céréalière serait une grave erreur. Pour l'exprimer avec intelligence, il faut l'inscrire dans le cadre européen mais le projeter dans l'espace méditerranéen.

LE CIHEAM



Créé en 1962, le CIHEAM une organisation intergouvernementale qui réunit treize Etats du bassin méditerranéen

(Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie). Il se structure autour d'un Secrétariat général situé à Paris et de quatre Instituts Agronomiques Méditerranéens (IAM), localisés à Bari (Italie), Chania (Grèce), Montpellier (France) et Saragosse (Espagne). Avec au cœur de sa mission de coopération trois grandes activités complémentaires (formations spécialisées post-universitaires, recherches en réseau et animation du débat politique régional), le CIHEAM s'est progressivement imposé comme une référence dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural durable en Méditerranée.

SEBASTIEN ABIS

Sébastien Abis vient de publier en octobre 2012, aux éditions L'Harmattan, dans la collection « La bibliothèque de l'iReMMO », Pour le futur de la Méditerranée, l'agriculture